

[Français]

QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre suppléant.

Le gouvernement fédéral est-il au courant de la visite du général de Gaulle prévue pour juillet 1968, dans le cadre des ententes France-Québec, et, dans le cas de l'affirmative, le gouvernement a-t-il l'intention d'inviter ce grand personnage à se rendre à Ottawa?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je n'ai pas été mis au courant, monsieur l'Orateur.

L'IMMIGRATION

A PROPOS DE LA MODIFICATION DES FORMULES DE CANDIDATURE DES IMMIGRANTS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Jean-Pierre Goyer (Dollard): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de l'Immigration et de la Main-d'œuvre?

Compte tenu des nombreux articles parus dans les journaux ces jours derniers, lesquels expriment de l'inquiétude relativement à la suppression, depuis le 1^{er} octobre dernier, de la mention «origine ethnique» sur les formules de candidature des immigrants, le ministre pourrait-il indiquer la raison de ce changement?

M. l'Orateur: La question pourrait être inscrite au *Feuilleton*.

M. Goyer: Monsieur l'Orateur, je me permets de vous faire remarquer que c'est une question quand même urgente puisque dans les journaux, particulièrement ceux de la province de Québec, on a fait mention de ce problème à plusieurs reprises.

M. l'Orateur: L'honorable député sait fort bien que si la question, à son avis, est urgente, il peut en discuter au moment du débat d'ajournement.

[Traduction]

LES FINANCES

LE RAPPORT CARTER ET LES ALLOCATIONS D'ÉPUISEMENT AUX INDUSTRIES D'EXTRACTION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eldon M. Woolliams (Bow-River): J'ai une question à poser au ministre des Finances.

Il y a quelques jours, il a dit qu'il avait l'intention de faire une déclaration provisoire au sujet des industries d'extraction, celles du pétrole et des mines, relativement au rapport de la Commission Carter. Fera-t-il cette déclaration avant de présenter son mini-budget?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Je songe à faire une déclaration à l'occasion de mon exposé financier.

L'hon. J. W. Monteith (Perth): Le ministre compte-t-il déposer des documents budgétaires lorsqu'il fera son exposé financier, selon la coutume?

L'hon. M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur. Je n'ai pas l'intention—si c'est là ce que veut dire le député—de déposer un Livre blanc comme celui qu'on dépose habituellement lors de la présentation du budget ordinaire.

M. Woolliams: Le ministre a dit, en réponse à ma question, qu'il avait l'intention de faire une déclaration d'ordre financier. Pourrait-il dire à la Chambre s'il présentera un budget ou un message d'ordre financier, comme il le décrit lui-même?

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Un gâchis financier.

M. Woolliams: J'ai posé une question complémentaire, mais le ministre des Finances était, je crois, en conversation avec le premier ministre suppléant. A-t-il l'intention de présenter un message d'ordre financier ou un budget?

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Aucune difficulté sur ce point. Les leaders de la Chambre en discutent et leur décision rencontrera, j'en suis sûr, l'approbation des députés présents.

M. Woolliams: Une certaine confusion semble régner parmi les ministres. Le premier ministre suppléant nous dirait-il si le gouvernement se propose de présenter un budget ou un message d'ordre financier.

L'hon. Paul Martin (premier ministre suppléant): La confusion ne règne pas au gouvernement, mais plutôt, comme à l'ordinaire, parmi les députés qui siègent à la gauche de M. l'Orateur. La forme sous laquelle le gouvernement exprimera sa politique financière est une question que décidera le gouvernement lui-même.

M. Woolliams: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre suppléant n'a pas saisi ma question, je pense.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.